



LES DROITS DES FEMMES ONT-ILS ÉTÉ CONFINÉS ?

Sophie PEREIRA

Chargée de recherche à l'Université des Femmes

La carte blanche¹ rédigée par Hafida Bachir, secrétaire politique de Vie féminine, en mai dernier, rappelait l'importance de placer les droits des femmes au centre des préoccupations politiques pour sortir de la crise sanitaire due au coronavirus – et pour lancer les bases d'une société égalitaire, solidaire et juste pour le plus grand nombre.

Mais quel bilan peut-on tirer aujourd'hui de ce qu'il s'est passé pour les droits des femmes d'un point de vue politique ? Quelles sont les perspectives et stratégies à mettre en place pour la suite ? Nous sommes allées à sa rencontre, le temps d'un entretien nuancé, pour le savoir.

DES TENDANCES CONTRADICTOIRES

Selon Hafida Bachir, deux tendances, quelque peu contradictoires selon le niveau de pouvoir considéré, se dégagent : si des avancées claires (et parfois rapides) sont observables au niveau des entités fédérées, comme sur la question de la prise en charge des violences par exemple, la réactivité est parfois moindre au niveau fédéral.

En effet, les entités fédérées ont rapidement mis en place différents dispositifs intéressants, comme celui qui permet le signalement de violences dans les pharmacies par exemple. Et surtout, le nombre de places d'accueil destinées aux femmes et aux enfants victimes de violences intrafamiliales a augmenté durant la période critique du confinement.

Par contre, on peut regretter que la Conférence interministérielle des droits des femmes mise en place fin 2019, ne se soit réunie que deux fois. Malgré tout, cet outil qui réunit 12 ministres pour discuter droits des femmes et prendre les mesures nécessaires en intégrant transversalement ces droits dans leurs compétences respectives, reste d'un grand intérêt d'un point de vue méthodologique.

Et par ailleurs, certains dossiers, comme celui du SECAL (Fonds des créances alimentaires), ont connu des avancées inespérées, en l'occurrence grâce aux parlementaires qui se sont spontanément emparé-e-s de la question, sans que cela relève en priorité d'une préoccupation affichée du droit des femmes d'ailleurs.

Si les compétences dédiées aux droits des femmes sont importantes, elles ne suffisent pas et surtout elles ne sont pas les seules à faire la différence ! De même, bien souvent ces compétences se concentrent autour de thématiques emblématiques des droits des femmes, comme les violences. Se limiter à ces thématiques incontournables est insuffisant si l'on veut vraiment faire bouger les lignes. D'autres aspects doivent être pris en compte, comme la dimension socio-économique à laquelle Vie féminine est particulièrement attachée.

Enfin, dans ce contexte particulier on a également vu, à la faveur d'alliances politiques tissées en-dehors des majorités traditionnelles, une majorité parlementaire remettre à l'ordre du jour le dossier de l'IVG que l'on pensait lui aussi écarté pour longtemps suite à l'adoption de la loi de 2018. Ce qui montre que le parlement

peut constituer un levier démocratique non négligeable, indépendamment du gouvernement en place. Même si l'initiative n'a pas abouti, elle était inédite et a permis de rediscuter de l'IVG avec un autre front politique, d'élargir les débats et de les orienter différemment, en laissant davantage de place à des questions comme les conditions d'accès à l'IVG, ou l'accompagnement des femmes.

D'une manière générale beaucoup des débats menés au parlement ont touché directement ou indirectement aux droits des femmes, qu'il s'agisse de l'IVG, du SECAL, du congé de maternité ou encore du congé parental « Corona ».

Les droits des femmes n'ont donc pas été confinés. La question aujourd'hui est davantage, de trouver les méthodes de travail adéquates avec les politiques concernés, aux différents niveaux de pouvoir, pour les faire avancer.

DES NOUVEAUX PARTENARIATS

D'un autre côté, de nouveaux partenariats se sont développés pendant la période de confinement – et à nouveau pas seulement (ou pas directement) sur la seule question du droit des femmes. Ainsi, Vie féminine a pu collaborer, en

vue d'alimenter la *task force* « publics vulnérables » initiée par le Fédéral, avec le Réseau belge de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'avec son pendant wallon, ou encore avec la Coordination des sans-papiers de Belgique. La lutte contre la pauvreté est une approche des plus pertinentes pour améliorer les conditions de vie des femmes.

L'avancée concrète de l'abandon du plafond de revenus pour l'accès aux avances au SECAL résulte d'ailleurs d'une forme de « sursaut politique » par rapport à la situation des publics les plus défavorisés, dont font fréquemment partie les familles monoparentales (à la tête desquelles on sait bien que des femmes se trouvent le plus souvent).

DES SOUTIENS INTERNATIONAUX

Médiatiquement, la couverture des thématiques touchant les femmes est plus importante et meilleure, ce qui n'est sans doute pas sans influencer les politiques. La prise en compte d'inégalités structurelles (et intersectionnelles) s'en est trouvée améliorée durant la période de confinement.

Ces approches ont été largement et publiquement soutenues par les discours ambitieux de représentant·e·s d'organisations internationales comme les Nations Unies, le Parlement européen, et même le Forum économique mondial. Ces organisations internationales sont également garantes des droits des femmes via des instruments juridiques puissants, comme la Convention d'Istanbul sur les violences, ou la plus ancienne et moins connue Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), qui a pourtant force de loi dans les États qui comme la Belgique, l'ont ratifiée.

Le contrôle de l'application de ces conventions est du ressort des parlements nationaux et, en ce qui concerne la CEDEF, la Belgique est tenue de transmettre tous les 4 ans un rapport au Comité d'experts des Nations Unies. D'excellents outils et leviers d'amélioration de la situation des femmes donc – encore faut-il s'en saisir.

QUELLES STRATÉGIES POUR LE MOUVEMENT DES FEMMES ?

Devant l'ampleur et la variété des situations et problèmes relevant des droits des femmes, pour Hafida Bachir une approche large, à la fois globale et inclusive est nécessaire. Les associations de femmes devraient se fédérer en un front uni (ou au moins développer des coalitions ponctuelles fortes) – ce qui représente tout un défi à l'heure où le mouvement des femmes est fortement éclaté.

Crises et blocages peuvent se révéler autant d'opportunités à ne pas manquer, y compris sur un laps de temps court car ce sont des périodes où les lignes bougent.

Dans le cas du SECAL, aucune évolution n'était attendue car en 2019, le plafond pour bénéficier d'une avance avait déjà été relevé à 2200 euros de revenus mensuels. La suppression de ce plafond à la faveur des revendications et mesures Covid en faveur des familles monoparentales a donc constitué une véritable surprise.

D'autres revendications ne sont pas spécifiques au mouvement des femmes mais sont également défendues par lui. C'est le cas de mesures de lutte contre la pauvreté, ou de la demande d'une campagne de régularisation en faveur des sans-papiers (« Déconfinons les droits des sans-papiers ») soutenue par Vie féminine. Vie féminine défend avant tout une approche qui parte des réalités de vie des femmes, loin de tout choix stratégique désincarné. Pour comprendre au mieux ces réalités, il est nécessaire de croiser en permanence les rapports de domination de sexe, de classe et de « race ». C'est pourquoi des alliances en dehors du mouvement des femmes sont nécessaires.

QUELS DÉFIS POLITIQUES POUR L'AVENIR ?

Selon Hafida Bachir, un des problèmes principaux réside dans le fait qu'il n'existe pas encore, à ce jour, de vision globale de l'impact de la crise sanitaire sur la

situation des femmes. Peu d'initiatives sont prises en ce sens, et il n'y a pas encore eu de véritable sursaut collectif du côté politique. Or, il est fondamental de ne pas « saucissonner » davantage les approches de cet impact – et les solutions proposées.

La fameuse Conférence interministérielle des droits des femmes pourrait devenir dans le futur l'outil privilégié d'une politique concertée en la matière, un espace pour repenser les choses de manière globale. Mais force est de constater que ce n'est pas encore le cas. En particulier, il est regrettable que la concertation en cours sur le « plan de relance » belge au niveau fédéral n'inclue pas les associations de femmes.

D'autre part, la CIM pourrait travailler utilement en synergie avec des structures dédiées existantes comme l'Institut pour l'égalité entre femmes et hommes.

D'une manière générale, on aurait tout intérêt à ce qu'il soit davantage fait usage des outils institutionnels et des instruments juridiques existants, y compris au niveau international, comme la CEDEF.

Cependant, la refédéralisation de problématiques liées à l'égalité entre femmes et hommes n'est pas forcément une réponse adéquate dans la situation actuelle de complexité institutionnelle. Il faut par contre une politique coordonnée ambitieuse, portée à différents niveaux ! ■

1 H. bachir, « Covid 19 : la Belgique doit garantir les droits des femmes », 15 mai 2020, sur RTBF, à lire ici : https://www.rtb.be/info/dossier/lesgrenades/detail_covid-19-la-belgique-doit-garantir-les-droits-des-femmes-une-carte-blanche-d-hafida-bachir?id=10502120
